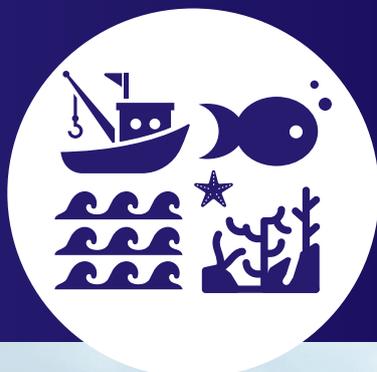




RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD



Expertise France ET l'économie bleue



© Pieter Desloovere

30

projets en cours pour un volume d'activité
pluriannuel de 236 M€

11,7 M

d'hectares ayant bénéficié d'un renforcement des
pratiques de gestion de la biodiversité marine en 2024

Les écosystèmes marins et côtiers constituent le socle de nombreuses activités humaines. Poumons bleus de notre planète, ils stockent du carbone et produisent la moitié de l'oxygène que nous respirons, contribuent à la sécurité alimentaire des populations et participent au développement de nombreuses activités économiques génératrices de croissance et d'emplois.

Expertise France soutient le développement de l'économie bleue durable et inclusive dans ses pays partenaires, à travers 4 piliers d'intervention : **l'appui à la gouvernance** intégrée des espaces marins et côtiers, ainsi que la surveillance, prévention et répression des activités illicites en mer, **l'amélioration de la connaissance** des écosystèmes marins et côtiers, **la protection, la gestion durable et la restauration** des écosystèmes marins et côtiers, et **le développement d'activités économiques durables** : énergies renouvelables, économie circulaire et traitement des déchets et pollutions, soutien à l'innovation et aux filières maritimes, etc.

Des savoir-faire en commun

La vision de l'Économie Bleue – Groupe AFD / Expertise France

Les écosystèmes marins et côtiers sont parmi les plus vulnérables car ils sont exposés à de multiples pressions anthropiques, aux impacts cumulatifs : pollutions, artificialisation du littoral et destruction des habitats naturels, surexploitation des sables et granulats, extraction minières des grands fonds, pratiques de pêche destructrices, développement des espèces invasives, hausse du transport maritime carboné, etc.

Le changement climatique affecte également le fonctionnement de ces écosystèmes : augmentation des températures, acidification et désoxygénation, élévation du niveau de la mer, érosion côtière, altération des courants, etc.

La fragilisation et la dégradation de ces écosystèmes altèrent leur capacité à fournir les services indispensables au développement économique des populations et au maintien du bien-être social

Afin de répondre aux problématiques induites par l'intensification et la densification croissante des activités humaines dans les territoires marins et côtiers, il devient urgent de mettre en place une gouvernance adaptée, multisectorielle, intégrée et participative, permettant de rétablir l'équilibre entre préservation des écosystèmes, développement économique et bien-être social.

Expertise France porte la vision de l'Union Européenne et la stratégie du groupe AFD qui reconnaît le rôle crucial que jouent les écosystèmes marins et côtiers pour un avenir durable et fonde sa stratégie de déploiement de l'Économie Bleue sur la préservation de la santé des écosystèmes marins et côtiers comme socle du développement de nos sociétés.

L'approche « Économie Bleue » développée par Expertise France s'intègre pleinement dans les engagements du groupe AFD qui reconnaît l'océan comme un espace de vie et de développement en commun, et s'est fixé la mission de contribuer à restaurer l'équilibre entre la préservation de son bon état écologique et ses multiples usages par l'humanité.

Expertise France structure son action dans le domaine de l'économie bleue autour de 4 piliers d'intervention

- 1** Développer une gouvernance intégrée et participative des espaces marins et côtiers et contribuer à la surveillance, la prévention et la répression des activités illicites en mer
- 2** Améliorer les connaissances des écosystèmes pour favoriser la transition vers l'économie bleue
- 3** Restaurer, protéger et réparer les écosystèmes marins et côtiers
- 4** Renforcer la résilience socio-économique des populations côtières et développer des activités économiques durables

Puit de « carbone bleu »

L'océan est également un puit de carbone naturel majeur, absorbant actuellement près d'un tiers des émissions anthropiques de CO₂, essentiellement grâce à l'accumulation de carbone dans les espèces marines et côtières. Les écosystèmes dits de carbone bleu comme les mangroves, les herbiers marins ou les marais littoraux peuvent ainsi séquestrer jusqu'à 4 fois plus de carbone par unité de surface que les forêts. Leur formidable potentiel d'atténuation du changement climatique se double d'un rôle crucial en terme d'adaptation protégeant les côtes contre l'érosion et les tempêtes renforçant la résilience des territoires. Le financement du carbone bleu fait l'objet de mécanismes de financement en plein essor.

Le caractère transversal et intersectoriel de l'économie bleue nécessite la mise en place d'une gouvernance adaptée aux territoires marins et côtiers, garante de la cohérence avec des politiques publiques, révélant la pertinence de l'échelle d'action régionale et permettant la territorialisation de ces enjeux, depuis le niveau supranational jusqu'au niveau local dans une logique de subsidiarité.

Expertise France a développé une offre de service sur l'ensemble des dimensions de l'économie bleue.



Sécurité et sûreté maritimes et portuaires



Entrepreneuriat et innovation dans les domaines de l'économie bleue



Développement des secteurs pêche et aquaculture



Biodiversité, protection et restauration des écosystèmes



Gestion durable des ressources



Économie circulaire et gestion des déchets



Protection sociale et prévention des risques



Systèmes juridiques et judiciaires

Expertise France intervient à différentes échelles de mise en œuvre :

- **Échelle régionale**, permettant d'agir à l'échelle d'un écosystème et d'intégrer la dimension transfrontalière de l'Économie Bleue
- **Échelle nationale**, permettant le développement d'outils de politiques publiques dédiés Économie Bleue, en dépassant les approches sectorielles « en silo »
- **Échelle locale**, pour la définition et l'opérationnalisation des mécanismes de gouvernance et de planification des espaces littoraux et maritimes telle que la Gestion Intégrée des Zones Côtières



Développer une gouvernance adaptée pour les territoires marins et côtiers

1

Développer une gouvernance intégrée, multisectorielle et participative

L'Économie Bleue sous-tend une gouvernance intégrée, multisectorielle, multi-niveaux et participative des espaces côtiers et marins. En 2022, l'Union européenne a adopté un programme international de gouvernance des océans qui vise à gérer les milieux marins et côtiers et leurs ressources de manière à ce qu'ils soient sains, résilients au changement climatique et productifs, pour le bénéfice des générations actuelles et futures. Expertise France appuie les processus de planification des espaces maritimes intégrée aux échelles régionales ou soutient les initiatives des acteurs non-étatiques sur des territoires nationaux.

Expertise France accompagne également les pays et institutions partenaires dans la détection, l'investigation et la poursuite des crimes et délits de nature maritime dans leurs espaces maritimes (pêche illicite, pollutions, trafics, piraterie...), en particulier à travers le soutien aux centres de surveillance maritime régionaux et nationaux.

2

Améliorer les connaissances pour favoriser la transition vers l'Économie Bleue

Convertir le concept théorique d'Économie Bleue en politiques publiques et projets de développement répondant aux spécificités de chaque territoire est un véritable défi. Le développement et la mobilisation de nouvelles connaissances, d'outils de collecte et de traitement des données doivent être au cœur des approches d'Économie Bleue. Il est essentiel de produire des connaissances partagées et appropriables par les acteurs de la recherche comme de la société civile et du secteur privé, d'informer et de convaincre l'ensemble des parties prenantes des bénéfices de l'Économie Bleue et ce, afin de déclencher les engagements politiques, financiers et humains nécessaires à sa mise en œuvre.

Expertise France accompagne les pays et institutions partenaires dans la mise en place de système de production et gestion des connaissances : création d'observatoire Économie Bleue, développement d'un système d'information halieutique et de plateformes informatiques de partage de l'information et de gestion des incidents permettant de recevoir des données AIS/radar. Expertise France appuie également, en partenariat avec les acteurs de la société civile, des actions de sensibilisation auprès des communautés sur les enjeux marins.

Caraiïbes

Projet de coopération régionale et de gestion intégrée des sargasses dans la Caraïbe 8 M€ | AFD

Ce projet vise à renforcer la collaboration des États impactés autour des approches de planification et de gestion des sargasses, et à contribuer à une prise de conscience internationale de cette problématique.

Projet de coopération régionale et de gestion intégrée des sargasses dans la Caraïbe 8 M€ | AFD

Ce projet contribue à renforcer la coopération scientifique régionale pour permettre une meilleure compréhension globale du phénomène des sargasses et alimenter l'élaboration de politiques publiques validées par la recherche. Il doit permettre de produire une synthèse des connaissances scientifiques à date sur les sargasses (en partenariat avec l'IRD) et des recommandations basées sur la science à destination des décideurs politiques.

Afrique de l'ouest

West African Sustainable Ocean Programme 13 pays de l'Afrique de l'ouest | 28 M€ | UE

Ce programme vise à renforcer la gouvernance régionale et à accompagner le déploiement du cadre stratégique en matière d'économie bleue durable aux échelles nationales. Il doit notamment soutenir la mise en place d'un dialogue-pays afin de faire émerger les priorités nationales de chacun des 13 pays et les accompagner dans l'intégration d'un cadre international stratégique de gouvernance tel que celui édicté par l'Union africaine.

Costa Rica

Appui à l'organisation de l'UNOC3

Un expert technique international (ETI) est déployé auprès du ministère des Relations Extérieures et du Culte du Costa Rica afin de l'appuyer dans l'organisation de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC3), co-organisée par Paris et San José, et sur l'ensemble des négociations multilatérales liées à la conservation et à l'utilisation durable de l'océan

Méditerranée

Plan d'action pour une Méditerranée exemplaire

Le déploiement d'une experte technique internationale permet d'accompagner les pays partenaires sur les engagements internationaux, les politiques nationales et les documents stratégiques en lien avec la mer et les côtes. Cette expertise vise assurer la mise en œuvre des quatre volets du plan d'action pour une Méditerranée exemplaire, consacrés à la conservation de la biodiversité marine, la pêche durable, la réduction de la pollution marine et la réduction des impacts du transport maritime sur l'environnement.

Multi-pays

Green Overseas 18 M€ | UE

Le programme appuie les pays et territoires d'outre-mer dans la valorisation de leurs initiatives environnementales et maritimes en renforçant leur visibilité dans les instances internationales et en facilitant leur participation aux débats et négociations. Il coordonne la participation active des PTOM à l'UNOC 3.

Indopacifique

CRIMARIO II 18 M€ | UE

CRIMARIO permet d'accompagner les pays partenaires dans le développement, le déploiement et l'appropriation de plateformes de partage de l'information et de coordination en matière de sécurité maritime.

Afrique

GOGIN III (Golfe de Guinée, 5 M€, UE) EnMAR (Façade Atlantique de l'Afrique | 4,99 M€ | UE)

Ces programmes européens de sécurité maritime visent à promouvoir et développer la coopération en matière de contrôle et de surveillance de l'espace et des activités maritimes, pour lutter contre toutes les activités illicites en mer et les situations de crises/détresses en mer.

Facilité d'assistance technique à l'Union africaine Phase III | 1,5 M€ | AFD

Cette facilité entend soutenir les efforts déployés par l'UA pour mettre en œuvre des stratégies et des programmes du continent dans le domaine de l'économie bleue. Elle a notamment permis d'appuyer la définition de stratégies nationales dans trois pays (Gambie, Guinée Bissau, Bénin) et la réalisation d'un tableau de bord permettant de surveiller, tracer et cartographier le développement de l'économie bleue sur le continent africain.

Asie & Pacifique

Un expert technique international (ETI) est déployé auprès de la Commission Économique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) pour renforcer la gouvernance internationale et régionale de l'océan à travers notamment le suivi de l'ODD 14, l'appui à l'adoption et à la mise en œuvre de traités internationaux et le soutien aux initiatives régionales (Ocean-based climate initiative in Asia and the Pacific).

Océan indien

Appui organisationnel et opérationnel auprès de l'Association des États riverains de l'océan Indien – IORA -Phase 2 3,50 M€ | AFD

Renforcer la gouvernance organisationnelle et opérationnelle au sein de l'IORA afin d'asseoir son positionnement comme celui d'un acteur régional incontournable en terme de coopération et de développement durable au sein de la région de l'océan Indien.

Afrique du Sud

Déploiement d'un expert auprès de différents organismes de recherche sud-africains afin de développer la coopération institutionnelle et académique en sciences marines dans la région sud-ouest de l'océan Indien, avec une emphase plus particulière sur la planification de l'espace marin et l'étude des impacts socio-économiques et écologiques de l'élévation du niveau de la mer dans le Canal du Mozambique

Agir pour des territoires marins et côtiers résilients et productifs

3

Protéger, restaurer et gérer durablement les écosystèmes marins et côtiers

Pour maintenir et/ou restaurer le bon état écologique de ces écosystèmes, la régulation des activités économiques impactantes n'est pas suffisante. Des actions concrètes de protection et de restauration des écosystèmes sont indispensables pour atteindre les cibles de protection de 30 % d'aires protégées d'ici 2030 (dite « 30x30 ») et de restauration de 10 % des écosystèmes prévues dans le cadre mondial pour la biodiversité (accord de Kunming Montréal), mais aussi de l'accord pour la protection de la haute mer, en cours de ratification et d'un accord mondial sur la lutte contre la pollution plastique y compris dans l'environnement marin, en cours de négociation.

Expertise France contribue à la préservation des écosystèmes marins et littoraux à travers la sensibilisation, la mise en réseau, le renforcement des capacités et la mutualisation des efforts de l'ensemble des acteurs publics, privés et de la société civile. À travers ses projets EF soutient les gestionnaires d'aires marines protégées, appuie la restauration d'écosystèmes côtiers dégradés et menacés tels que les mangroves ou les récifs coralliens grâce, par exemple, à des subventions octroyées à des associations locales ou encore la formation des acteurs de terrain.

4

Renforcer la résilience socio-économique des populations côtières

L'importance des activités maritimes pour le développement socio-économique des territoires côtiers et marins varie fortement en fonction des régions et pays, en lien avec leurs spécificités climatiques, géographiques ou leur position par rapport aux principales zones de pêche et grands axes de transport maritime. Dans nos régions d'intervention, le secteur de la pêche joue ainsi un rôle essentiel dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en fournissant apports protéiques et moyens de subsistance à de nombreux ménages.

La diversification des activités économiques, la promotion de l'investissement et de l'entrepreneuriat ainsi que la professionnalisation des différents secteurs économiques de l'Économie Bleue offrent de réelles opportunités d'emplois pour les populations et d'émancipation pour les jeunes et les femmes. Expertise France accompagne ses pays partenaires dans le développement de modèles de production inclusifs et durables, incluant la mise en œuvre de l'économie circulaire dans les territoires marins et côtiers.

Caraïbes

RESEMBID
40 M€ | UE

Le programme RESEMBID entend appuyer la société civile dans les actions de protection et de conservation des territoires marins et côtiers, à travers notamment le financement d'une vingtaine d'OSC et institutions publiques œuvrant pour une gestion durable des ressources littorales et maritimes.

Projet de coopération régionale et de gestion intégrée des sargasses dans la Caraïbe
8MEUR | AFD

Ce projet vise à soutenir les acteurs privés et les communautés côtières, y compris les organisations de femmes, dans la structuration des chaînes de valeur de valorisation des sargasses.

Afrique de l'ouest

West African Sustainable Ocean Programme
13 pays de l'Afrique de l'ouest | 28 M€ | UE

WASOP a pour objectif de soutenir les efforts visant à mieux mobiliser le financement pour le secteur de l'économie bleue, en améliorant notamment de l'EB dans la région en appuyant l'établissement de partenariats stratégiques et le financement d'actions pilotes en matière d'économie bleue ciblant les communautés locales, les coopératives de pêcheurs, les entreprises locales, etc.

Multi-pays

2023-2026
10 M€ | AFD

BIODEV2030 accompagne 15 pays à mettre œuvre l'accord de Kunming-Montréal sur la biodiversité. Six d'entre eux sont mobilisés sur les enjeux pêche/océan (Fidji, Guyana, Madagascar, Mozambique, Sénégal, Viet Nam). Le projet propose aux gouvernements les moyens d'identifier les instruments de politiques publiques sectorielles pour réduire les pressions sur la biodiversité, et développe des projets territoriaux pilotes issus de dialogues multipartites dans chaque pays.

Algérie

Économie Bleue, Pêche et Aquaculture
20,70 M€ | UE

Le projet vise à appuyer la mise en place d'un environnement institutionnel favorable au développement de l'écosystème « Économie Bleue », et à renforcer les dispositifs de protection sociale et améliorer les conditions de travail des salariés et non-salariés dans les secteurs économiques maritimes.

Asie du sud-est

ASEAN déchets marins
500k€ | AFD

Ce projet a pour but d'améliorer la gestion de déchets marins dans la zone de l'ASEAN, à travers notamment l'élaboration d'une stratégie régionale sur la gestion durable des déchets marins, ainsi que de feuilles de routes nationales pour les pays membres.

Océan indien

Varuna, sud-ouest de l'océan Indien
3,20 M€ | AFD

Le programme Varuna entend appuyer la structuration d'un réseau de gestionnaires d'aires marines protégées pour la région du sud-ouest de l'océan Indien et mobiliser le secteur privé dans la protection et restauration d'écosystèmes bleus.

Une experte est déployée au sein du Secrétariat de l'Indian Ocean Rim Association (IORA) pour garantir la mise en œuvre du plan de travail sur l'économie bleue et la pêche durable, en favorisant le partage de connaissances et le renforcement des politiques publiques, au sein de 23 États membres et de 12 partenaires du dialogue.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

En savoir plus : www.expertisefrance.fr



© Fald Hadji

EXPERTISE FRANCE

40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris
France

 expertisefrance.fr

 facebook.com/expertisefrance

 x.com/expertisefrance

 linkedin.com/company/expertise-france

WorldInCommon

Production : Lucile / mai 2025 / Expertise France